Le délitement d'une intégration nationale inachevée

L'intégration de la région côtière dans l'espace syrien est un processus multiforme (économique, politique et social) qui s'inscrit dans le temps long de l'histoire. Elle se place dans le cadre plus général de la formation d'un État-nation issu du découpage de l'Empire ottoman. Si nous nous référons à l'histoire de l'État-nation[1] en Europe, force est de constater que la Syrie n'est tout au plus en ce début de xxie siècle qu'un État territorial[2]. L'État syrien contrôle l'ensemble de son territoire, il n'existe pas de zones qui échappent à son autorité, comme cela a pu être le cas dans le passé (la steppe, le Djebel Ansariyeh ou le Djebel Druze) ; et l'existence d'un réseau routier extrêmement bien ramifié contribue à renforcer cette cohésion territoriale.

Nous avons cependant pu constater, à travers l'exemple de la région côtière, que les appartenances communautaires priment sur la conscience nationale. Malgré la stabilité des frontières depuis l'indépendance et la solidité apparente de l'appareil d'État, le processus d'intégration nationale est donc inachevé.

Réseaux sociaux et clivages spatiaux

L'organisation spatiale de la région côtière traduit les profonds clivages communautaires tels que nous avons pu les lire, par exemple dans les villes côtières. De manière presque caricaturale, les différents groupes

[1] Badie 1995.

[2] Le maintien dans les consciences de facteurs de divisions (persécution des alaouites par les sunnites, infériorité juridique des chrétiens, humiliation des sunnites par les alaouites lors d'opération de « dé-voilage » de femmes dans les années 1980, etc.), la primauté des identités communautaires sur l'identité nationale et la nature de l'État Syrien, tout cela fait qu'on ne peut parler « d'État-nation » en Syrie, mais d'un État en tant qu'institution organisant un territoire délimité par des frontières internationales. Voir Braud 1997.

communautaires qui y résident considèrent « que leur capital spatial est mieux valorisé par une association sélective à des objets sociaux particuliers (certaines activités, certains groupes sociaux, certains équipements…) plutôt qu'à la société comme totalité indifférenciée[3] ». La situation la plus « extrême » peut se voir à Lattaquié : la plupart des habitants de confession alaouite travaillent dans le secteur étatique qu'ils considèrent comme leur propriété, tandis que les sunnites exercent une position dominante, pour ne pas dire exclusive, sur le commerce et l'industrie.

Les attitudes exclusives entre communautés sont de diverses intensités selon les lieux et les groupes sociaux, comme nous l'avons montré en comparant les réseaux d'entrepreneurs à Tartous et à Lattaquié. Si Tartous possède une économie dynamique, c'est en raison des associations d'entrepreneurs pluri-communautaires plutôt que du soutien de l'État. En revanche, Lattaquié, qui possède des « atouts en surnombre[4] » – port, industries, université, une riche plaine agricole, des plages, des infrastructures et des équipements publics particulièrement développés – se trouve dans une situation économique atone parce que la société locale est incapable de prendre le relais des investissements de l'État. D'une part le capital humain et financier est bridé par les clivages communautaires, d'autre part Lattaquié est abandonnée à des cousins de Bachar Al Assad qui ont la mainmise sur les activités les plus lucratives.

Nous sommes au cœur du paradoxe socio-spatial syrien : logiquement, tout devrait concourir à faire de Lattaquié l'un des centres de l'espace syrien. Elle est la quatrième ville de Syrie par sa population et le principal débouché maritime de la Syrie du Nord et même du Sud, mais nous avons pu constater qu'elle n'est en fait qu'une annexe technique des métropoles de l'intérieur, un modeste centre régional dont l'influence ne dépasse guère les limites de sa *muhafaza*.

La stricte division communautaire de la société lattaquiote et les rivalités économiques entre la *'assabiyya* alaouite au pouvoir et la bourgeoisie capitaliste locale sont responsables de l'atonie économique de cette ville. Depuis la révolution baathiste, les rivalités politico-économiques créent un climat défavorable aux investissements privés. Les bénéfices sont réduits tant pour la bourgeoisie capitaliste que pour la bourgeoisie bureaucratique. Cette dernière accentue sa pression et décourage par conséquent les entrepreneurs. Une telle situation est dangereuse à terme pour la cohabitation entre communautés, les sunnites travaillant en grande majorité dans le

[3] LÉVY 1994, p. 66.
[4] LAVERGNE 1991.

secteur privé tandis que les alaouites sont quasi exclusivement employés dans le secteur étatique. Lattaquié a déjà souffert de la rébellion des Frères musulmans et de la répression qui l'a suivie au début des années 1980. Les querelles communautaires sont latentes, comme en témoignent les mesures qui sont prises lorsque les deux équipes de football de la ville – Tishrin et Hatin – se rencontrent. Lattaquié est le cœur de cette région côtière : les conflits qui sous-tendent ou freinent sa dynamique rejaillissent nécessairement sur le fonctionnement de la région.

L'espace est une production finalisée de la société

Ce sont les « lois de l'espace » qui sont contingentes à l'organisation sociale et non l'inverse[5]. Avec une conception cartésienne de l'espace géographique, les acteurs spatiaux disparaissent au profit de processus naturels désocialisés, voire déshumanisés et, dans le cas syrien, décommunautarisés. Aussi exagéré que cela puisse sembler, l'exemple de la région côtière syrienne prouve qu'il est difficile de s'émanciper des structures communautaires pour analyser les processus spatiaux. Ainsi, la fermeture de la région côtière par rapport à Alep n'est pas le résultat d'une mise en équation mathématique du différentiel d'attraction urbaine entre Damas et Alep à l'échelle de la Syrie. La pseudo-barrière du Djebel Ansariyeh est un argument fallacieux invoqué par les officiels pour justifier l'absence d'autoroute entre Lattaquié et Alep (la technique permet aujourd'hui de triompher de la plupart des obstacles naturels) : en vérité, la méfiance du pouvoir alaouite vis-à-vis de la métropole sunnite du Nord (qui a soutenu l'opposition islamiste dans les années 1970-1980) ainsi que l'hostilité mutuelle entre les néo-citadins lattaquiotes d'origine alaouite et les citadins sunnites d'Alep constituent les principaux obstacles à un rapprochement entre les deux villes.

Intégration nationale et désintégration sociale

Où en est l'intégration nationale en Syrie après plus de quarante années de régime baathiste ? Pour Roger Brunet, « l'intégration d'un espace se mesure à la relation qu'entretiennent les sous-espaces entre eux ou par l'intermédiaire d'un centre ». Au regard de cette définition, la Syrie paraît

[5] Lefebvre 1968.

être un pays dont le territoire national est fonctionnel : le développement des moyens de communication et la relative fermeture économique du pays ont favorisé la création d'un marché national unifié. L'intégrité territoriale du pays n'a pas été remise en cause par des velléités séparatistes et la bicéphalie urbaine (Alep-Damas) a été supprimée. Cependant, nous ne pensons pas que la Syrie soit véritablement un espace intégré. Si Damas est effectivement le centre du pays et si, sur la base de critères fonctionnels (administration et économie), on peut considérer la Syrie comme la grande région de Damas, il faut souligner l'absence d'intégration sociale, en raison notamment de la division communautaire de la société syrienne. Cependant, nous ne devons pas oublier la stratification sociale du pays : ce n'est pas parce que les individus n'ont pas de conscience de classe que ces classes n'existent pas, d'autant plus qu'en Syrie les écarts de richesse sont énormes. L'organisation verticale de la société syrienne est d'une redoutable efficacité pour bloquer toute ascension sociale et reproduire le pouvoir des élites communautaires, qui sont également des élites économiques.

Ainsi, dans les années 1960, la petite bourgeoisie alaouite d'origine rurale au pouvoir a surtout utilisé non pas le registre communautaire, mais celui de la lutte des classes pour éliminer du pouvoir la bourgeoisie citadine sunnito-chrétienne et les grandes familles de féodaux alaouites ou druzes (grâce à la réforme agraire, elle a privé les grands propriétaires de leur capital financier et de leur clientèle paysanne). Sa rapide transformation en bourgeoisie bureaucratique et son train de vie ne lui permettent plus guère aujourd'hui d'évoquer la lutte des classes pour mobiliser la population. La lutte contre Israël est un thème qui a du mal à résister au temps, tout comme la résistance à l'impérialisme américain. Il lui faut par conséquent jouer sur la segmentation communautaire afin de diviser pour régner, selon le vieil adage colonial. La majorité sunnite est la principale cible de la *'assabiyya* alaouite. Les identités kurde, turkmène, tcherkesse, officiellement combattues, sont réactivées en sous-main pour diviser la communauté sunnite entre les Arabes et les autres. Par exemple, sous la présidence de Hafez Al Assad, le grand mufti de Damas était constamment choisi parmi les Kurdes ; façon habile de limiter son pouvoir, car tous les Arabes sunnites ne reconnaissaient pas sa légitimité. Les confréries et les clivages tribaux sont également instrumentalisés par le régime. Le conservatisme social de Hafez Al Assad était en phase avec celui des élites religieuses et tribales de la communauté sunnite qui craignent de perdre leur pouvoir sur la société, ce qui est un risque évident dès lors que la Syrie s'engage dans la voie de la modernisation. Le régime utilise les mêmes procédés à l'égard des minorités confessionnelles : druzes, chrétiens, ismaéliens et alaouites. De plus, il a réussi à persuader ces dernières que le retour au pouvoir de la

majorité sunnite conduirait inéluctablement à leur oppression, voire à leur massacre.

L'ensemble de ces craintes, fondées ou non, mais entretenues par le régime, maintient et renforce la fragmentation de l'espace national en une multitude de territoires (quartiers, villages, pays ou régions identitaires) reliés entre eux par des réseaux sociaux. Chaque Syrien évolue ainsi dans deux dimensions : l'espace de l'État syrien et celui de sa communauté. Le premier est géographiquement continu, il est limité par des frontières à l'intérieur desquelles s'exerce le pouvoir de coercition de l'État. Le second est géographiquement discontinu, le territoire qui le constitue est réticulé. Selon les communautés, il se limite à la Syrie ou déborde de son cadre territorial. Le contrôle communautaire a pris le relais de la fonction coercitive de l'État. Plutôt que de détruire les cadres communautaires, le régime baathiste a préféré s'appuyer sur eux.

Il est clair que l'intégration nationale à des fins de contrôle politique a empêché l'émergence d'un espace social syrien qui arriverait à dépasser les différences confessionnelles, ethniques et claniques ; elle a encouragé de fait la continuation d'un fonctionnement social à base principalement communautaire. L'intégration n'est pas en effet considérée comme un but par le régime syrien, mais comme un moyen de conserver ou de renforcer son pouvoir. Un tel système de pouvoir est-il viable ? Peut-il y avoir durablement intégration territoriale sans intégration sociale (et, bien sûr, politique) ? L'intégration nationale reposait jusqu'au milieu des années 1980 sur le dirigisme économique, les investissements massifs de l'État, l'encadrement idéologique de la population et la coercition. Depuis le début des années 1990, la libéralisation économique et la dégradation du niveau de vie accentuent les clivages communautaires et les inégalités sociales. Cinq années après le décès de Hafez Al Assad, le processus de désintégration sociale ne semble pas enrayé. Le mariage de Bachar Al Assad avec une sunnite, symbole d'ouverture de la *'assabiyya* alaouite à l'égard de la majorité sunnite, contrasté avec un rejet de plus en plus net des alaouites par la population syrienne. La territorialisation de la communauté alaouite dans la région côtière a de plus en plus un aspect sécuritaire, qui n'est pas sans rappeler des processus ayant eu cours dans le Liban voisin.

Les communautés et le pouvoir

Longtemps reclus dans leur montagne, en marge du politique et de l'économie, les alaouites dans leur ensemble ont-ils eu d'autre choix que de soutenir le régime issu du coup d'État de 1963 pour obtenir une

amélioration de leur condition ? Hafez Al Assad aurait-il pu se maintenir au pouvoir sans un appui privilégié sur sa propre communauté ? Le mode de développement engagé sous le parti Baath a permis une nette amélioration des conditions de vie de la population, en particulier dans les périphéries et les campagnes négligées par les régimes précédents. Un pouvoir tenu par la bourgeoisie sunnite aurait-il eu la même attitude à l'égard des périphéries et des communautés minoritaires ?

Le dogme anti-communautariste du régime baathiste était-il destiné à dissoudre toutes les identités confessionnelles et ethniques ? Ne s'agissait-il pas plus simplement de briser le potentiel de cohésion des sunnites pour renforcer celui des alaouites et de permettre à ces derniers de profiter à la fois de « l'égalitarisme républicain arabe-syrien[6] » et de la solidarité communautaire ?

Ces questions nous renvoient à la problématique du fonctionnement de l'État au Moyen-Orient, en particuliers au rapport des communautés au pouvoir. Au Liban, la constitution de l'État repose sur le pacte national de 1943 (revu par les accords de Taëf en 1989), qui « organise » un partage des pouvoirs entre les principales communautés du pays. En Syrie, la majorité arabe sunnite n'avait pas besoin de partager le pouvoir pour unifier le pays, puisqu'elle est largement majoritaire ; mais historiquement, son comportement hégémonique a conduit les communautés minoritaires dans l'opposition et au coup d'État de 1963. Nous avions certes, dans ce processus, des oppositions de type petite bourgeoisie contre grande bourgeoisie qui s'apparentaient à une opposition de classes. Mais n'est-ce pas là une illusion d'Occidental que d'appliquer un schéma marxiste à une société où les oppositions de classe ne sont pas perçues comme telles par une population organisée selon des structures communautaires ? Michel Aflaq, le grand théoricien du Baath, affirmait pourtant que le socialisme devait permettre l'unification des Arabes ; en Yougoslavie et en Union soviétique, la même politique fut appliquée pour unifier des peuples disparates qui prirent leur indépendance dès que le système et l'idéologie socialistes s'écroulèrent.

Une évolution comparable à la Yougoslavie de l'après-Tito

Les années 1990 marquent pour la Syrie la fin de l'idéologie nationaliste arabe et socialiste. La promotion sociale par l'école et l'armée que prônait

[6] La Syrie se dénomme officiellement « République arabe syrienne »

le Baath, même si les corps de l'État étaient noyautés par les alaouites, ne fonctionne plus. La distribution des terres aux paysans, le blocage des loyers et un secteur public omnipotent avaient permis de contenter les classes moyennes. Aujourd'hui, l'État n'a plus rien à distribuer et, pour faire face à la crise du logement, il a même dû libérer les loyers. Enfin, le pays ne peut plus compter sur l'aide des pays arabes pétroliers pour relancer son système économique grippé. Les problèmes communautaires se multiplient depuis l'arrivée de Bachar Al Assad au pouvoir : la répression n'est plus aussi sanglante que dans les années 1980, le pays n'est plus tenu par la même main de fer qu'à l'époque de Hafez Al Assad.

Si Bachar Al Assad a été placé au pouvoir par la *'assabiyya* alaouite, créée par son père, pour garantir les intérêts de cette dernière, il était par ailleurs le seul à pouvoir maintenir l'unité du clan, par la légitimité de son statut de fils aîné vivant[7]. Il ne peut donc pas engager le pays dans des réformes qui pourraient contrecarrer les intérêts de sa *'assabiyya*. Mais en même temps, le marasme économique entraîne des troubles croissants, en particulier dans les périphéries délaissées par l'État. Seule l'ouverture du pays permettrait de redynamiser l'économie, au risque pour la *'assabiyya* de perdre le pouvoir. Nous nous trouvons donc dans un schéma comparable à celui de la Yougoslavie de l'après-Tito. Le système mis en place par Hafez Al Assad est en équilibre instable, mais il reste contrôlé de l'intérieur malgré les décennies de frustrations accumulées par la population. Il aurait cependant du mal à résister à des pressions extérieures (sanctions économiques, retrait des troupes syriennes du Liban, fermeture de la frontière irakienne, contrôle de l'eau de l'Euphrate et du Ghabour par la Turquie…) conjuguées avec une crise économique interne. Les mesures actuelles de libéralisation économique ont comme souci majeur la lutte contre un chômage massif que l'État n'a plus les moyens de résorber et qui représente une véritable menace pour le régime. Bachar Al Assad parviendra-t-il à mettre un nouveau système de pouvoir en place ? Pourra-t-il assurer la transition entre le « dirigisme économique » de son père et le « capitalisme des copains » avec succès, c'est-à-dire sans provoquer un mécontentement social dont pourraient profiter ses ennemis pour le chasser du pouvoir ?

Notre conclusion n'est guère optimiste pour l'avenir de la Syrie et particulièrement pour les alaouites. Ces derniers n'ont pas d'autre choix que de soutenir le régime, malgré sa fragilité et ses erreurs. La chute du

[7] Basel Al Assad, le frère aîné de Bachar et successeur officiel de Hafez Al Assad, est décédé dans un accident de voiture en 1994.

régime de Bachar Al Assad au profit de la bourgeoisie sunnite, dans un schéma modéré, ou au profit de la mouvance islamiste sunnite, dans un schéma radical, remettrait certainement en cause la forme de l'appartenance de la communauté alaouite à la Syrie et, par contrecoup, celle de la région côtière.